Bujumbura exhorté à cesser de menacer la Commission d'enquête de l’ONU

UN News Centre, 22 novembre 2017 L'ONU dÃ©nonce les menaces et attaques du Burundi, des Philippines et de l'ErythrÃ©e contre ses experts des droits de l'homme Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'est dit mardi prÃ©occupÃ© par les efforts continus dÃ©ployÃ©s par certains Ã‰tats pour saper et dÃ©nigrer les mÃ©canismes importants mis en place par les 47 Ã‰tats membres du Conseil des droits de l'homme. [PhotoÂ : Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de lâ€™homme, Zeid Raâ€™ad Al Hussein.]

Lors du rÃ©cent dialogue interactif sur le rapport de la Commission internationale d'enquÃªte sur le Burundi Ã la TroisiÃ¨me Commission de l'AssemblÃ©e gÃ©nÃ©rale des Nations Unies Ã New York, l'Ambassadeur du Burundi auprÃ¨s de l'ONU, Albert Shingiro, a dÃ©clarÃ© que son gouvernement rejetait catÃ©goriquement le rapport de la Commission d'enquÃªte, le dÃ©clarant partial et politiquement motivÃ©. L'Ambassadeur a Ã©galement menacÃ© de 'traduire en justice' les auteurs du rapport de la Commission pour diffamation et tentative de dÃ©stabilisation des institutions burundaises. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a informÃ© le gouvernement burundais qu'il trouvait inacceptable que les membres d'une commission mandatÃ©e par le Conseil des droits de l'homme soient menacÃ©s de poursuites pour avoir rempli la tÃ¢che qui leur a Ã©tÃ© confiÃ©e par le Conseil. Â« Cette menace du gouvernement du Burundi constitue une violation flagrante de l'article VI de la Convention de 1946 sur les privilÃ¨ges et immunitÃ©s des Nations Unies, qui s'applique aux experts effectuant des missions pour les Nations Unies Â», a dÃ©clarÃ© le porte-parole du Haut-Commissaire, Rupert Colville, lors d'un point de presse Ã GenÃ¨ve. Le Haut-Commissaire a exhortÃ© le gouvernement du Burundi Ã revoir sa politique de refus de coopÃ©rer avec la Commission d'enquÃªte internationale indÃ©pendante et Ã cesser de menacer ses membres. Aux Philippines, le Haut-Commissaire dÃ©plore Ã©galement les insultes et les menaces rÃ©pÃ©tÃ©es de violence physique prononcÃ©es par le PrÃ©sident des Philippines, Rodrigo Duterte et ses partisans contre la Rapporteure spÃ©ciale des Nations Unies sur les exÃ©cutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, AgnÃ¨s Callamard. La semaine derniÃ¨re, M. Duterte a menacÃ© de gifler Mme Callamard si elle enquÃªtait sur lui pour des allÃ©gations d'exÃ©cutions extrajudiciaires. Il a fait la mÃªme menace contre elle en juin aprÃ¨s avoir critiquÃ© sa campagne de 'guerre contre la drogue' qui a fait des milliers de morts. Mme Callamard, qui a clairement agi dans le plein respect de son mandat lorsqu'elle a commentÃ© la situation aux Philippines, a Ã©galement Ã©tÃ© l'objet Ã d'une diatribe d'abus en ligne, y compris des menaces physiques, pendant ce qui semble Ãªtre une opÃ©ration prolongÃ©e et bien orchestrÃ©e de 'trolling' sur Internet et sur les mÃ©dias sociaux. Â« Cette campagne, couplÃ©e aux attaques personnelles rÃ©pÃ©tÃ©es de M. Duterte contre Mme Callamard, semble avoir pour but de l'intimider pour qu'elle ne s'acquitte pas du mandat qui lui a Ã©tÃ© confiÃ© par le Conseil des droits de l'homme Â», a dÃ©clarÃ© M. Colville. Â« Nous condamnons ce traitement de Mme Callamard et le manque de respect qu'il tÃ©moigne au Conseil des droits de l'homme qui l'a nommÃ©e, dans les termes les plus forts Â». La Rapporteure spÃ©ciale sur la situation des droits de l'homme en Ã‰rythrÃ©e, Sheila Keetharuth, a Ã©galement fait face Ã une hostilitÃ© considÃ©rable dans la conduite de son travail, notamment avec une attaque personnelle de l'Ambassadeur Ã©rythrÃ©en, Tesfaye Michael Gerahtu, lors de son dialogue interactif lors de la session du Conseil des droits de l'homme en juin. L'Ambassadeur a qualifiÃ© la Rapporteuse spÃ©ciale d ''impÃ©ratrice nue sans vÃªtements' et l'a accusÃ© d'agir comme un 'Vice-roi contre l'Ã‰rythrÃ©e' et de mener une chasse aux sorciÃ¨res. Â« Une fois de plus, il faut souligner que Mme Keetharuth a fidÃ¨lement exÃ©cutÃ© le mandat qui lui a Ã©tÃ© confiÃ© par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, et qu'elle ne devrait pas Ãªtre soumise Ã ce type d'attaque au vitriol par des responsables gouvernementaux Â», a dit M. Colville. Â« Tous les Ã‰tats devraient coopÃ©rer avec les mandats Ã©tablis par le Conseil Â», a soulignÃ© le porte-parole du Haut-Commissaire. Â« Aucun d'entre eux n'est Ã©tabli sans raison valable Â», a-t-il rappelÃ©.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});